



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 19 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société SUEZ RV CENTRE EST

ISDND de Donzère
345 chemin des Bouzarudes
26 290 Donzère

Références : 250250519-RAP-DAEN0625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement de la société SUEZ RV CENTRE EST implanté 345 chemin des Bouzarudes 26 290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 21/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société SUEZ RV CENTRE EST
- ISDND 345 chemin des Bouzarudes 26 290 Donzère
- Code AIOT : 0006107044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre de stockage de déchets de la société SUEZ RV Centre Est, situé à DONZERE, est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014, notifié au terme d'une

procédure d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées. Il a été complété et modifié par les arrêtés préfectoraux du 28 février 2019 (gestion des odeurs), du 9 novembre 2020 (évolutions apportées au site), et du 8 novembre 2024 (évolution de la gestion du biogaz et des eaux pluviales de la zone DONZERE 3).

Ce centre, d'une surface globale de 478 850 m², est constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles de générer des envols. Notons qu'une unité de traitement de déchets solides non dangereux est également citée, mais elle n'existe pas à ce jour.

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux est autorisée à 150 000 tonnes, avec une capacité maximale fixée à 200 000 tonnes/an.

La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) est autorisée à 1 200 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée jusqu'au 1er janvier 2034.

Le biogaz généré dans le cadre de l'exploitation du site est, soit valorisé dans l'un des deux groupes électrogènes du centre (moteur 316 – moteur 320) ; soit brûlé en torchère. Notons que l'une des torchères du centre appelée « Biochaude », permet une valorisation thermique du biogaz.

Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de la zone extension Nord de DONZERE 2, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation. Sa fin d'exploitation devrait à priori se situer en 2027. L'exploitation de la dernière zone de stockage du site, appelée DONZERE 3, commencera ensuite.

Thèmes de l'inspection :

- Présence de lixiviats en fond de casiers
- Modalités de contrôle et d'admission des déchets non dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

À l'arrivée de l'inspection dans le centre, aux environs de 13h30, une odeur de déchets était nettement perceptible au niveau du parking VL. Interrogé sur ce sujet, l'exploitant a précisé que cette odeur était générée dans le cadre du vidage du bâtiment "grand vent" du centre (déchets transportés dans le casier de stockage). Ce bâtiment est destiné à stocker temporairement des déchets lors des jours de grand vent, afin de limiter les risques d'envols liés à un déchargement des déchets directement dans le casier de stockage.

L'exploitant signale que les odeurs émises sont limitées par la projection, à proximité des déchets, d'un produit neutralisant. Compte tenu des odeurs perçues par l'inspection, et si ces odeurs sont perçues à l'extérieur du centre ce que l'inspection n'a pas vérifié, alors une amélioration de l'efficacité de ce dispositif est à apporter.

La visite du casier de stockage en cours d'exploitation (casier 13) a permis de constater la présence de déchets (plastiques essentiellement) piégés dans les filets en place autour du casier.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Lixiviats en fond de casiers	AP de Mise en Demeure du 01/06/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Conditions de l'élimination –	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Contrôle vidéo			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4	Sans objet
4	Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle du caractère ultime des déchets accueillis dans le centre s'avère être une tâche complexe : Le respect des pourcentages limites en masse de telle ou telle catégorie de déchets valorisables n'est pas possible sur la base d'un simple examen visuel.

Ceci étant, l'exploitant affirme que la qualité, au sens de caractère ultime, des déchets accueillis dans le centre progresse sensiblement, c'est bien l'objectif poursuivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Lixiviats en fond de casiers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de lixiviats en fond de casiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le directeur de la société SUEZ RV Centre EST, dont le siège social est situé Universaone, 18, rue Félix Mangini, 69 009 LYON, est mis en demeure, pour son centre de stockage de déchets non dangereux exploité 345 chemin des Bouzarudes 26 290 DONZERE, de respecter, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 11-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, en assurant le pompage des lixiviats dans les casiers de stockage de déchets des zones DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2, de telle façon que la hauteur de lixiviats en fond de casiers ne dépasse pas la hauteur de la couche drainante, soit environ 50 cm ; - l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014 susvisé, imposant le fonctionnement en mode automatique des pompes de relevage des lixiviats au fond des casiers de stockage de déchets non dangereux.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection deux tableaux rassemblant les relevés du niveau de lixiviats effectués, l'un en 2024, l'autre au premier trimestre 2025, dans les 12 puits (numérotés 2 à 13) de relevage des casiers de stockage de déchets de la zone DONZERE 2 et son extension.</p> <p>Pour l'année 2025, le tableau indique des hauteurs nulles ou pratiquement nulles pour tous les</p>

casiers excepté les casiers 11 et 12 pour chaque contrôle, avec des hauteurs relativement faibles pour le casier 12.

Pour l'année 2024, le niveau des lixiviats dans les casiers 2 à 13 est nul ou faible excepté :

- Pour le casier 9 : Mais son niveau est nul à partir d'octobre 2024. L'exploitant explique que le problème abordé lors de l'inspection du 23 juillet 2024 est désormais résolu pour ce puits 9, avec le passage d'une pompe électrique à une pompe pneumatique.
- Pour le casier 11 : Le niveau des lixiviats varie de 8,5 m à 11,72 m. Les analyses effectuées par le CIRCEE (unité de recherche de l'exploitant) sur les éléments constitutifs des lixiviats pompés dans les puits 9 et 11 n'ont jusqu'à présent pas permis de comprendre pourquoi ils ont une viscosité aussi élevée, et ils génèrent autant de mousse provoquant l'encrassage très rapide de la pompe. Les premiers retours du CIRCEE ont apporté des indications sur le nettoyage des pompes. Des analyses sur les mousses sont en cours, pour tenter de trouver une solution.
- Pour les casiers 12 et 13 : Le niveau des lixiviats est variable (entre 0 et 2,58 m), mais le casier 12 est contigu au casier 11, et les casiers 12 et 13 sont alternativement en cours d'exploitation.

Pour ce qui concerne le mode automatique de fonctionnement des pompes : L'exploitant précise que le déclenchement de ces pompes à partir d'une information délivrée par une sonde de niveau en place dans le puits ne s'avère pas satisfaisante dans la mesure où la sonde se trouve dans un milieu agressif et se détériore rapidement. La solution suivante a donc été adoptée : La mise en fonctionnement automatique des pompes est déclenchée 2 fois par jour, et leur arrêt se fait automatiquement, quand il n'y a plus de lixiviats à pomper.

L'exploitant souligne qu'hebdomadairement, un contrôle manuel du niveau de lixiviats dans chaque puits est réalisé, de façon à détecter toute anomalie éventuelle. La sonde de niveau utilisée à cette fin est étalonnée à sa fabrication uniquement. Elle n'est plus étalonnée après, mais contrôlée avant chaque campagne de mesures (mesure de niveau d'eau dans un conteneur IBC). De plus, l'exploitant dispose de 2 sondes de niveau, l'une pouvant confirmer ou pas le résultat de l'autre.

Lors de la visite du centre, l'inspection a demandé à l'exploitant un contrôle manuel de la hauteur de lixiviats au fond des puits implantés dans les casiers suivants :

Casier 11 : Hauteur : 12,21 m

Casier 9 : Hauteur : 0,21 m

Casier 4 : Hauteur : 0,03 m

Le contrôle a été effectué au moyen d'une sonde glissée au fond de chaque puits, mais pour le puits du casier 4, la sonde indique une valeur aberrante (résultat négatif). L'exploitant explique que la pile est usée, il utilise la seconde sonde.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les prescriptions contrôlées ne sont pas respectées pour le casier 11 : Il est pris acte, d'une part que cette situation n'est pas susceptible d'avoir un impact environnemental, d'autre part que des investigations sont toujours en cours pour trouver une solution technique. L'exploitant doit tenir l'inspection étroitement informée de l'évolution de cette affaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

Prescription contrôlée :

I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.

À cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

- 1° La liste de leurs obligations de tri ;
- 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.

L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :

- 1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,
- 2° Les papiers graphiques ;
- 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.
- 7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

Constats :

L'exploitant signale qu'une partie importante des déchets accueillis dans le centre est constituée par des refus de tri :

- de déchets d'activités économiques (47 % en 2024),
- de traitement mécano-biologique d'ordures ménagères résiduelles (TMB : 28 % en 2024).

Pour ces types de déchets qui représentent 75 % des déchets accueillis dans le centre en 2024, le document visé à l'article R. 541-48-4 n'est pas exigé, puisqu'on a affaire à des déchets dits « ultimes ».

L'exploitant précise qu'aucun camion de transport de déchets arrivant dans le centre, autre que ceux dits « ultimes », ne peut décharger si le producteur (ou son représentant) des déchets concernés n'a pas au préalable rempli et signé le document visé à l'article R. 541-48-4 rappelé ci-dessus. L'employée de contrôle au pont-bascule dispose en effet d'un logiciel appelé « Synergie » qui permet, entre autres, cette vérification.

L'exploitant présente à l'inspection un tableau sur lequel figure la liste des clients du centre, et l'état d'avancement des « CAP » avec, entre autres, une colonne précisant le numéro de CAP et une colonne de statut du « CAP » (non réalisé, en cours du côté du producteur des déchets, en phase de vérification du côté de la société SUEZ, réalisé). L'exploitant souligne que diverses données sont rassemblées dans un certificat d'acceptation préalable (CAP) qui intègre notamment le document visé à l'article R. 541-48-4. À ce certificat est associé un rapport annuel de caractérisation des déchets à accueillir dans le centre de stockage.

L'inspection examine l'un de ces rapports, choisi de façon aléatoire, signé par le producteur des déchets : Elle constate que la caractérisation est **visuelle** : Elle est censée conduire à l'estimation de pourcentages en masse des différentes catégories de déchets (ultimes, papier/cartons, métaux, plastiques, etc.) composant le déchet à accueillir. L'inspection s'interroge sur la fiabilité d'une telle approche. Le CAP, signé par le producteur des déchets et par l'exploitant du centre, lié à ce rapport de caractérisation, est présenté à l'inspection : Son examen n'appelle pas d'observation.

L'exploitant présente à l'inspection un CAP et le rapport de caractérisation associé, qui ont été refusés : Le rapport de caractérisation signé par le producteur des déchets fait état notamment, sur la base d'un constat visuel, d'un pourcentage de déchets ultimes inférieur en masse à 25 %, d'un pourcentage de déchets recyclables en masse supérieur à 75 %. Ceci va à l'encontre de la réglementation en vigueur (voir point de contrôle n°4 : Article R. 541-48-3).

Le CAP lié justifie ainsi le refus : *« La caractérisation met en évidence une part de déchets valorisables trop importante pour être accepté en ISDND. »*

L'exploitant présente aussi à l'inspection un CAP avec une déclaration liée, associé aux déchets provenant de collectes de sur le territoire d'une communauté de communes : Dans sa déclaration datée et signée, le Président de cette communauté de communes précise l'organisation mise en place pour collecter les déchets recyclables : Points d'apport volontaire (PAV) pour le papier, le carton, le verre, le métal, le plastique, avec consignes de tri présentes sur le site internet / déchèterie pour la réception des déchets minéraux, du bois, du plâtre, des déchets résultant des travaux de construction ou démolition / aires de compostage pour les déchets organiques / déchèterie pour les déchets dangereux / déchèterie et points d'apports volontaires pour les déchets textiles.

Le CAP établi sur la base de cette déclaration n'appelle pas d'observations, si ce n'est que les

déchets accueillis dans le centre ne sont pas des « OM » mais des « OMR » (ordures ménagères résiduelles), compte tenu des collectes sélectives en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Prescription contrôlée :

I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 [...]

II. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;

- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Constats :

L'exploitant signale qu'il a changé, depuis le 1er décembre 2024, de société chargée de la gestion du dispositif de contrôle vidéo de son centre. Dans le centre sont en place actuellement 11 caméras avec enregistrement, dont 2 sont orientables à distance et munies d'un zoom.

Les périodes d'accueil des camions dans le centre sont, du lundi au vendredi inclus : 6h - 15h15

L'inspection demande à voir des opérations de déchargement de déchets non dangereux à des dates et heures prises au hasard.

14 avril 2025 :

06h07mn : Plaque d'immatriculation du camion non lisible (nuit)

06h14mn : Images du déchargement des déchets ne permettant pas de distinguer les divers types de déchets.

NOTA : La plaque d'immatriculation des camions est lue à l'entrée dans le casier de stockage de déchets et non au niveau de l'unique pont-bascule du centre.

Grâce au registre d'entrée (passage sur le pont-bascule du camion à 06h03mn), le numéro de la plaque d'immatriculation du camion est retrouvé : Il s'agit d'un transporteur SATM apportant 24,6 tonnes de refus de tri provenant d'un centre de tri situé à VOREPPE (38).

14 avril 2025 :

07h18mn : Plaque d'immatriculation du camion non lisible

07h22mn : Images du déchargement des déchets permettant de distinguer les divers types de déchets.

Grâce au registre d'entrée, le numéro de la plaque d'immatriculation du camion est retrouvé : Il

s'agit d'un transporteur SUD BENNES apportant 18,160 tonnes de refus de tri provenant du centre de tri situé à CHABEUIL (26).

14 avril 2025 :

06h24mn : Plaque d'immatriculation du camion non lisible

Images du déchargement des déchets ne permettant pas de distinguer les divers types de déchets.

Le registre d'entrée permet de savoir qu'il s'agissait d'un transporteur apportant des déchets de la Communauté de Communes du Pays Vaison Ventoux.

Notons qu'en cas de vent important, pour éviter les envols, le déchargement des déchets est effectué dans un bâtiment conçu à cet effet, appelé bâtiment « grand vent », ce lieu de déchargement est équipé de caméras.

17 avril 2025 :

09h46mn : Plaque d'immatriculation du camion bien lisible, dans le bâtiment grand vent.

09h47mn : Images du déchargement des déchets permettant de distinguer les divers types de déchets.

Le registre d'entrée permet de savoir qu'il s'agissait du transporteur MAUFFREY apportant des refus de tri provenant du centre de tri situé à CHABEUIL (26).

Par courriel du 9 mai 2025, l'exploitant a envoyé à l'inspection un fichier intitulé « Registre des interventions et indisponibilités des caméras 2024 ». Il permet de constater que, pour l'année 2024, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo en place sur le centre de Donzère a été inférieur à **5 jours**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le dispositif de contrôle par vidéo en place n'est pas satisfaisant puisqu'il ne permet pas, notamment la nuit et peut-être dans certaines conditions météorologiques, de lire les plaques d'immatriculation des camions apportant des déchets, ni de distinguer les divers types de déchets déchargés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel

Prescription contrôlée :

Rappel des déchets interdits

I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :

1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de

béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;

2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;

3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ;

4° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ;

5° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ;

III.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, pour les ordures ménagères résiduelles mentionnées à l'article R. 2224-23 du code général des collectivités territoriales qui ne sont ni des encombrants ni des déchets collectés en déchetterie :

1° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés comportant plus de 65 %, en masse, de biodéchets ainsi que de déchets relevant du principe de responsabilité élargie du producteur en application de l'article L. 541-10-1 ;

Prescription contrôlée

IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises.

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

Constats :

L'exploitant précise qu'il n'a jusqu'à ce jour jamais fait procéder à une caractérisation des déchets d'un camion accueilli, sur la base d'un constat visuel laissant supposer que les déchets reçus ne respectent pas les prescriptions de l'article R. 541-48-3 sus-mentionné.

Par contre, il signale que s'il découvre des déchets non conformes (ou un pourcentage

anormalement important d'une catégorie valorisable de déchets) apparaissant lors du déchargement, des photographies sont prises et envoyées au commercial de la société SUEZ en charge du suivi du client concerné. C'est en effet au commercial de relayer les informations au client.

L'exploitant souligne que ces cas sont relativement rares, et que la qualité (caractère ultime) des déchets accueillis est très majoritaire. Pour l'année 2024, il y a eu 5 chargements présentant des déchets non conformes.

Par envoi reçu le 12 mai 2025, l'exploitant a communiqué à l'inspection la procédure intitulée « **Réception, contrôles et traçabilité des déchets en ISDND** », dont la dernière version date du 19 juin 2024. Son examen appelle de la part de l'inspection l'unique observation suivante : Cette procédure est à mettre à jour du fait de la disparition de RNDTS : Le site web Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNDTS) donnait en effet accès à un service en ligne permettant de transmettre les informations nécessaires à la traçabilité de ces déchets. Mais la fusion des outils RNDTS et Trackdéchets a été décidée. Le RNDTS a été désactivé depuis le 1er mai 2025 et toutes les fonctionnalités ont été migrées vers Trackdéchets à partir du 5 mai 2025, avec une gestion des établissements et déclarations via cette nouvelle plateforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La procédure intitulée « Réception, contrôles et traçabilité des déchets en ISDND » n'appelle pas de remarques de fond dans la mesure où, d'une part elle exclut l'acceptation de déchets qui n'auraient pas, au préalable, fait l'objet d'une information (caractérisation) ou d'un CAP valide, d'autre part elle comprend un volet portant sur les contrôles de conformité de déchets lors de leur déchargement, ainsi que les actions à prendre en cas de non-conformité découverte.

Par contre, cette procédure sera à mettre à jour du fait de la fusion très récente des bases de données RNDTS et Trackdéchets.

Type de suites proposées : Sans suite